



# Développement durable

—  
Rapport annuel 2014



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

**Direction de l'aménagement, de l'environnement et des  
constructions DAEC  
Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion RUBD**

---

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Stratégie Développement durable du canton de Fribourg</b>	<b>3</b>
1.1	Vue d'ensemble financement et mise en œuvre	3
1.2	Elaboration de nouvelles actions	4
1.3	Etat d'avancement des actions	4
1.3.1	Urbanisation et mobilité	4
1.3.2	Bâtiments, bureau, achats/marchés publics et énergie	5
1.3.3	Cohésion sociale, santé, famille et travail	7
1.3.4	Gestion des ressources naturelles	8
1.3.5	Formation et recherche	10
1.3.6	Développement économique	11
1.4	Outils de mesure	12
1.4.1	Evaluation de la durabilité	12
1.4.2	Monitoring du développement durable	12
<b>2</b>	<b>Soutien et information aux communes</b>	<b>12</b>
<b>3</b>	<b>Communication, formation et coordination</b>	<b>13</b>
<b>4</b>	<b>Indicateurs de suivi de la stratégie Développement durable</b>	<b>14</b>

Etat au 10 mars 2015

Photo : [www.123rf.com/photo\\_16385776\\_co2-footprint.html](http://www.123rf.com/photo_16385776_co2-footprint.html)

---

# 1 Stratégie Développement durable du canton de Fribourg

## 1.1 Vue d'ensemble financement et mise en œuvre

Ce chapitre reflète la mise en œuvre des actions de la stratégie Développement durable (DD) du canton de Fribourg et non pas l'ensemble des activités durables dans le canton. Le bilan 2014 de financement et de mise en œuvre des actions est le suivant :

### 13 actions ont obtenu un financement et sont mises en œuvre

- > Plan de mobilité pour l'Etat
- > Assainissement des bâtiments de l'Etat
- > Amélioration de la gestion environnementale - déchets et nettoyages
- > Amélioration de la gestion environnementale - informatique
- > Participation de la population à la protection climat
- > Evaluation d'impact sur la santé
- > Migration et communes sympas
- > Revitalisation des cours d'eau
- > Gestion globale des eaux
- > Parrainage intergénérationnel
- > Formation entreprise sociale et solidaire
- > Certification DD - chèques entreprises
- > Certification DD - promotion agriculture bio.

### 5 actions sont mises en œuvre sans occasionner de coûts

- > Achats publics durables - restauration collective
- > Amélioration de la gestion environnementale - fournitures de bureau
- > Formation continue de l'Etat et DD - intégration dans l'e-learning
- > Entretien des bordures de routes
- > Bois dans la construction publique.

### 2 actions sont terminées

- > Réseaux écologiques
- > Guide PME et DD - publication Blue Economy.

Le Conseil d'Etat a tiré en juin 2014 un bilan après deux ans et demi de mise en œuvre de sa stratégie DD et décidé les modifications suivantes :

### Adaptation de 4 actions

- > Promotion du DD dans la scolarité obligatoire : remplacée par 3 actions d'éducation au DD (EDD) « Renforcer l'EDD à l'école obligatoire », « Groupe EDD dans la formation continue des enseignants » et « Introduction de l'EDD dans la formation HEP »
- > Plateforme éducation, formation recherche : remplacée par « Renforcement FriPortail »
- > Certification DD - chèques entreprises : remplacée dès 2015 par « Spots Blue Economy »
- > Certification DD - promotion agriculture bio : prolongation de 3 ans.

### Abandon de 3 actions

- > Stage DD
- > Formation accueil spécialisé à la ferme
- > Certification DD - Labels DD et tourisme.

---

## 1.2 Elaboration de nouvelles actions

Un Workshop a eu lieu le 13 novembre 2014 avec la Commission consultative et le Comité de pilotage Développement durable (CCDD et COPIL DD), afin d'élaborer des propositions de nouvelles actions. 28 propositions ont été déposées. Un travail de synthèse puis un premier tri des actions par le COPIL DD suivra d'ici mars 2015. Les actions retenues seront ensuite élaborées, puis validées par le Conseil d'Etat sur proposition du COPIL DD et de la CCDD en automne 2015.

## 1.3 Etat d'avancement des actions

### 1.3.1 Urbanisation et mobilité

#### 1.3.1.1 Plan de mobilité pour l'Etat – phase pilote

##### **Plan de mobilité restreint pour le site EVA**

Un premier projet pilote a démarré en été 2011 pour le futur site EVA à Givisiez, dans lequel le Service de l'environnement (SEn), le Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (SAAV) ainsi que la Section lacs et cours d'eau (SLCE – SPC) emménageront en 2015. Une première analyse, composée d'une enquête de mobilité auprès des collaborateurs et collaboratrices concerné-e-s, d'un diagnostic des déplacements et de mesures d'accompagnement, a été établie en mars 2012 par le bureau Team+. Un complément d'étude a ensuite été mandaté par le Service de la mobilité (SMo) pour clarifier la mise en œuvre concrète du plan de mobilité, en particulier la gestion du stationnement sur le site, et évaluer les mesures d'accompagnement proposées en termes de report modal. Les résultats intermédiaires ont été présentés en août 2013 à la Commission de bâtisse et ont mis en évidence les mesures nécessaires. Une note de synthèse récapitulant l'ensemble des études menées a été réalisée par le SMo au printemps 2014 et sera concrétisée par un plan de mobilité restreint courant 2015.

##### **Plan de mobilité pour le site de Grangeneuve**

Un autre plan de mobilité pilote a été lancé fin 2014 pour le site de Grangeneuve, en collaboration avec la Confédération. Il accompagne le regroupement de la station de recherche Agroscope Liebefeld-Posieux (ALP) à Posieux, qui sera effectif en 2018, mais concerne également l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg à Grangeneuve (IAG), ceci afin d'avoir une homogénéité. L'ALP étant un institut fédéral, une partie des bases légales à considérer dans le plan de mobilité (règlement d'attribution des cases de stationnement, incitations financières, etc.) relève de la compétence de la Confédération. Des dérogations à celles pour le personnel de l'Etat travaillant sur ce site sont donc nécessaires afin d'obtenir une égalité de traitement pour l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices.

##### **Plan de mobilité pour le Bourg à Fribourg**

En décembre 2013, plusieurs députés du Grand Conseil ont déposé un mandat demandant d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de mobilité pour l'ensemble des services administratifs cantonaux situés au quartier du Bourg à Fribourg. Conformément à la décision du Conseil d'Etat, un projet pilote est prévu dans le périmètre élargi du Bourg. Avant de lancer les études pour ce plan qui concerne de nombreux services et Directions de l'Etat, la stratégie doit être précisée par le Conseil d'Etat, compte tenu des expériences faites lors de l'établissement du plan de mobilité pour le site EVA.

---

## 1.3.2 Bâtiments, bureau, achats/marchés publics et énergie

### 1.3.2.1 Achats publics durables

Le Comité de pilotage DD a déterminé les fournitures à traiter de manière prioritaire. La responsable DD soutient divers groupes de travail, qui élaborent actuellement des critères DD et leur intégration dans les processus d'achats publics.

- > **Fournitures de bureau** : voir action spécifique.
- > **Produits de nettoyage** : voir action spécifique.
- > **Véhicules de l'Etat** : une séance de coordination a eu lieu avec l'Office de la circulation et de la navigation, le Service des ponts et chaussées, la Police cantonale, le SEN et le Service de l'énergie en juin 2013. La responsable DD élaborera en 2015 une Directive en coordination avec les acteurs concernés.
- > **Restauration collective** : les travaux ont débuté en octobre 2013. La responsable DD coordonne un groupe de travail constitué du Service des bâtiments (SBat), des représentants des aspects régionaux (Service de l'agriculture), bio (Institut agricole de l'Etat de Fribourg), équitables (Secrétariat général de la Direction de la sécurité et de la justice) et santé (Service de la santé publique). Le groupe a intégré des gérants de restauration collective en 2014 afin de développer des solutions pragmatiques. Une enquête auprès des restaurants collectifs de l'Etat ou des établissements proches de l'Etat a été effectuée en automne 2014. Elle a permis de faire un état des lieux concernant l'intégration de critères durables et de préciser les objectifs de durabilité. En 2015, il est prévu de soumettre ces résultats au Conseil d'Etat et d'effectuer sur cette base une année-pilote dans deux restaurants collectifs. La Confédération (ARE) a accepté de soutenir ce projet dans le cadre de son Programme d'encouragement pour le développement durable, en finançant l'accompagnement de deux restaurants collectifs avec l'outil Beelong, qui mesure l'empreinte écologique des menus.
- > **Mobilier** : philosophie de recyclage et de réparation du mobilier existant. Le SBat ne prévoit que peu d'achats de nouveau mobilier, et donc aucun travail supplémentaire en lien avec le DD n'est en vue.

### 1.3.2.2 Assainissement des bâtiments de l'Etat

Les travaux sont prévus en trois étapes :

- > **Inventaire des flux énergétiques** : le SBat a mandaté plusieurs bureaux d'étude pour analyser 50 bâtiments de l'Etat. L'Université en a fait de même pour 19 bâtiments. Les résultats des bureaux ont été livrés fin 2013. Par la suite, ces résultats sont contrôlés et analysés par le SBat (contrôle des bâtiments et des calculs, classement SIA, calcul des m<sup>2</sup> de façades et de fenêtres, etc.). Le rapport de synthèse du SBat est attendu pour fin janvier 2015.
- > **Propositions d'assainissement et élaboration d'une stratégie, en vue d'un plan financier** : seront élaborées en 2015 et 2016 par des groupes pluridisciplinaires composés d'architectes, d'ingénieurs et de spécialistes sur la base des différents rapports des bureaux d'ingénieurs CVS et avec la collaboration du Services des biens culturels .
- > **Programme d'assainissement** : devra faire l'objet d'un financement séparé.

---

### 1.3.2.3 Amélioration de la gestion environnementale de l'Etat et sensibilisation

#### 1.3.2.3.1 Fournitures

En lien avec la nouvelle identité visuelle, le Conseil d'Etat a décidé de proposer à ses unités administratives du papier entièrement recyclé comme standard pour toutes les utilisations (photocopies, impression, enveloppes). Il a fait le choix d'un label écologique de type Ange bleu ou équivalent.

- > **Enveloppes** : la procédure est terminée (choix d'Elco SA), les critères environnementaux ont pu être intégrés et la procédure a permis une baisse des coûts.
- > **Papier** : la procédure est terminée (choix de Refutura, société Fischer Papier AG à Saint-Gall), les critères environnementaux ont pu être intégrés et la procédure a permis une baisse des coûts.
- > **Cartouches de toner remanufacturées** : le projet-pilote, débuté en automne 2013, s'est achevé au printemps 2014. Les services ayant participé aux tests (Office des poursuites Glâne/Lac, SPC, SEn) ont livré leurs résultats respectifs. Aucune contre-indication n'est parvenue au SAMI. La première commande groupée de cartouches remanufacturées a ainsi pu être finalisée au début de l'automne 2014. Le retour des offres (l'appel d'offres demandait le prix pour les deux variantes, modules originaux et génériques) a confirmé la différence de prix entre les deux produits. Dans ce cas, le prix des toners génériques était > 20 % inférieur au prix des références originales. La livraison des toners remanufacturés a débuté et se poursuivra au fur et à mesure des commandes clients. Le SAMI doit compter avec un délai d'approvisionnement plus long. Dans certains cas, par exemple pour les modèles récents d'imprimantes, les toners génériques ne sont parfois pas encore disponibles sur le marché. L'achat de ces toners s'est avéré très positif et se poursuivra à l'avenir.

#### 1.3.2.3.2 Déchets et nettoyages

- > **Déchets** : la Directive sur la gestion des déchets de bureau à l'Etat de Fribourg de mai 2012 est intégrée dans la gestion courante du SBat, entre autres dans les séances avec les concierges.
- > **Nettoyages** : les tests des lignes écologiques de Wetrok (Nordic Ecolabel) et de Diversey (Ecolabel européen) dans les produits de nettoyage pour les sols, sanitaires et fenêtres se sont achevés en novembre 2014 et les résultats sont concluants. L'usage de ces produits écologiques sera généralisé dans les bâtiments de l'Etat de Fribourg nettoyés par le personnel du Service des bâtiments (SBat). L'usage d'un produit non labellisé pour l'entretien semestriel des sanitaires (nettoyages à fond) sera toutefois maintenu en raison des dépôts de calcaire. Les concierges et dames de nettoyage seront formés sur l'utilisation de ces produits par le nouveau responsable des produits et matériel de nettoyage du SBat.
- > **Papier WC** : recyclé 100% à l'Etat de Fribourg.

#### 1.3.2.3.3 Informatique

Le Service de l'informatique et des télécommunications (SITel) a poursuivi les actions consistant à mettre progressivement en veille les équipements qui ne seraient pas utilisés pendant la journée, à paramétrer les imprimantes en recto-verso par défaut ainsi qu'à forcer la mise en veille profonde des ordinateurs personnels le soir et le week-end.

L'arrêt complet et forcé des ordinateurs pendant la nuit a eu des impacts fonctionnels au niveau des écoles et la mesure a été stoppée ; toutefois, elle est en cours de réévaluation. Un outil (AVOB) permettant de gérer finement les paramètres d'arrêt et de redémarrage des PC a été testé dans le cadre d'une phase d'essai pilote dans une école (Collège St-Michel). Les résultats sont concluants et un déploiement progressif, mais complet, peut être envisagé pour l'année 2015.

Pour le reste des paramètres, la mise en œuvre par vagues progressives a débuté dans le cadre de la migration Windows 7, et à ce jour plus de 2700 PC sont paramétrés en mode veille, ce qui correspond

---

à environ 98% du parc de PC de l'administration cantonale géré par le SITel. Un nombre résiduel de machines du parc ne pourra pas être migré pour des raisons de compatibilité technique.

Concernant les imprimantes des services de l'administration cantonale, 95% de celles-ci sont maintenant configurées avec les paramètres recto-verso. La différence avec le taux de déploiement sur les postes de travail s'explique en raison de besoins métier spécifiques.

La maîtrise de la consommation d'énergie dans la salle des machines se poursuit dans le cadre du déploiement de virtualisation des serveurs. Le SITel envisage par ailleurs d'autres mesures d'économie d'énergie par l'arrêt de certaines antennes wifi pendant la nuit. Cet aspect est en cours de clarification.

### 1.3.2.4 Participation de la population à la protection du climat

Cette action propose de faire la promotion de la plateforme « Le climat entre nos mains ». De manière semblable à ce qui se fait déjà pour l'agglomération de Lyon ou l'Université de Lausanne (UNIL), un lien spécifique au canton de Fribourg est élaboré. Il permet de visualiser combien de personnes se sont engagées dans des actions concrètes afin de protéger le climat (alimentation, consommation, logement, mobilité). Chacun calcule ses émissions de gaz à effet de serre, accède à des fiches de conseils et peut participer à des échanges de bonnes pratiques entre internautes.

Afin de faire connaître cette plateforme et d'inciter la population à y participer, l'Etat de Fribourg mettra à disposition des communes qui le souhaitent quatre animations par an (présentation des enjeux et du site, animation d'ateliers).

Une séance a été organisée en juin 2014 pour lancer le projet. Le contrat entre le mandant, c'est-à-dire le Service de l'environnement (SEn), le Service de l'énergie (SEn) et le DD, et d'autre part le mandataire (LaRevueDurable, Cerin Sàrl) a été signé le 11 juillet 2014. Le SEn est chargé d'assurer le suivi du projet. Le projet de nouvelle plateforme a été présenté et validé en octobre 2014. La réalisation est en cours. La mise en ligne de la version bilingue du « Climat entre nos mains » est prévue pour la fin juin 2015.

## 1.3.3 Cohésion sociale, santé, famille et travail

### 1.3.3.1 Introduction de l'évaluation d'impact sur la santé (EIS)

Une première EIS, élaborée par la Plateforme Suisse sur l'Evaluation d'impact sur la Santé et menée pour le Service de l'Action sociale (SaSoc) avec l'accompagnement du Service de la santé publique (SSP), a porté sur le domaine de l'asile. Il s'agissait d'intégrer la dimension « promotion de la santé » aux divers enjeux traités dans ce cadre. Depuis fin 2014, l'étude est disponible sur le [site du SSP](#).

Au niveau des actions de valorisation, suite à cette EIS, un projet concret a démarré en 2014, sous l'angle de la promotion de la santé et en accord avec le SaSoc. Il s'agit d'ateliers ludiques autour du thème de l'alimentation. Six ateliers pilotes (3 pour les parents et 3 pour les enfants) ont été menés par deux diététiciennes, en collaboration avec les responsables du Foyer des Remparts à Fribourg. Ils ont été évalués positivement par les participant-e-s, les diététiciennes ainsi que les responsables du centre et seront dès lors reconduits en 2015 avec quelques améliorations.

Au cours de l'année 2014 une réorientation de l'action, proposée par la DSAS et validée par le COPIL Développement durable du 1<sup>er</sup> septembre 2014, a eu lieu. L'action « Introduction de l'EIS » a ainsi été renommée « Promotion santé multisectorielle ».

Cette réorientation a fait suite au constat que, même s'il a été déterminé que cette action phare est une action à succès de la stratégie Développement durable, des difficultés ont été constatées, telles que principalement :

- > difficulté de réaliser un nombre défini d'EIS dans les Directions
- > difficulté de déterminer un processus de sélection.

---

Il est apparu que ces difficultés dans la mise en œuvre de l'action étaient en réalité liées au fait de cibler la réflexion sur le moyen et non sur la fin. En effet l'EIS, plutôt que de constituer un objectif en soi, devrait plutôt être appréhendée comme un des moyens permettant de réaliser un objectif supérieur, c'est-à-dire d'éclairer en quoi des décisions prises par d'autres secteurs que celui de la santé ont des impacts sur celle-ci. Or, il est possible d'atteindre cet objectif par d'autres moyens que par des EIS, en particulier par des actions / projets qui permettent de travailler de manière inter-directionnelle, et qui mettent en évidence des liens entre le secteur de la santé et d'autres secteurs (agriculture, travail, migration, architecture, etc.).

Dès lors, un projet allant dans ce sens a été mis en œuvre en 2014. En effet, en septembre 2014, trois jours d'exposition sur le thème de l'alimentation et du développement durable ont eu lieu autour du thème général *De la terre à l'assiette*. Le Programme cantonal « Je mange bien, je bouge bien » de la DSAS en collaboration avec la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF), l'Institut Agricole de Grangeneuve, l'Association pour la promotion des produits du terroir du pays de Fribourg, Bio Fribourg, Bio Suisse, Notre Panier Bio et l'Union des paysans ont collaboré et proposé différentes actions dans le cadre de cette exposition. Un livret de recettes, élaboré par tous ces partenaires, sera disponible début 2015.

A noter que, dans le cadre de cette réflexion sur une approche multisectorielle de la promotion de la santé, le SSP est membre d'un groupe de travail intercantonal, mis sur pied en 2014, qui réfléchit à ces questions. Le groupe a tenu une séance à l'automne 2014. Enfin, la Commission cantonale de promotion de la santé et de prévention a décidé à fin 2014 d'aborder la question du choix des projets inter-Directionnels en 2015.

### 1.3.3.2 Migration et Communes sympas

En 2014, la Ville de Fribourg a décidé de participer au projet Communes sympas – Gemeinsam in der Gemeinde. Les autres communes (Marly, Bulle, Villars-sur-Glâne, Düringen, Estavayer-le-Lac et Wünnewil-Flamatt) renouvellent annuellement la formation fréquentée par des migrant-e-s, des nouveaux et nouvelles citoyen-ne-s ainsi que des membres du personnel communal. Pour 2014, 54 agent-e-s sympas rejoignent les plus de 200 agent-e-s sympas déjà formé-e-s. Au niveau local, différents projets (rencontre de la population, projet intergénérationnel, accueil des nouveaux habitants, valorisation des quartiers, utilisation de l'espace public) ont été mis en place et rencontrent beaucoup de succès. Les agent-e-s sympas se rencontrent et échangent leurs expériences. Ainsi, 21 modules de formation continue leur ont été proposés dans tout le canton en 2014, dont un portant sur le développement durable. Ce sont ainsi 164 personnes qui ont suivi ces formations.

La rencontre des communes sympas, qui s'est déroulée en février 2014, a réuni une centaine de personnes : agent-e-s sympas, membres des commissions sympas, autorités communales. C'est lors de cette journée que le nouveau site « [Communes sympas – Gemeinsam in der Gemeinde](http://www.communes-sympas.ch) » ([www.communes-sympas.ch](http://www.communes-sympas.ch)) a été présenté.

### 1.3.3.3 Sensibilisation au développement durable dans la formation continue de l'Etat

Le travail a porté sur l'action suivante en 2014 :

- > Développement de modules e-learning sur le développement durable et les gestes écologiques.

## 1.3.4 Gestion des ressources naturelles

### 1.3.4.1 Planification et communication pour la revitalisation des cours d'eau

En 2014, le Service des ponts et chaussées (SPC) a établi la planification stratégique cantonale des revitalisations. Cette planification vise à identifier, à l'échelle du canton et à long terme, les cours d'eau les plus importants pour la revitalisation. Quelques 2300 km de cours d'eau, pour lesquels des

---

relevés écomorphologiques sont disponibles, ont été pris en considération. Un groupe de travail constitué des services concernés s'est prononcé sur les résultats. Les résultats de cette planification seront repris dans le plan sectoriel « Aménagement et entretien des cours d'eau ».

Huit projets-pilotes sont en phase d'étude : Biorde, Petite-Glâne, Broye, Plaine de Seedorf, Singine, Sionge, Ruisseau des Combes, Sarine en ville de Fribourg. Dans le cadre de ces projets, le SPC a organisé, à la demande des communes, des séances d'information sur les projets en cours, avec l'intervention des acteurs impliqués dans lesdits projets. Afin de faciliter la tâche des communes, qui sont maîtres d'ouvrage des projets de revitalisation, le SPC a établi divers documents, notamment un cahier des charges et un cahier d'accompagnement pour les projets de revitalisation. En 2014, des travaux de revitalisation ont été réalisés sur deux cours d'eau (Moulin à Ménières, Ondine). En 2015, des travaux de revitalisation sont prévus sur trois cours d'eau (Areney, Moulin à Vuisternens-en-Ogoz, Hargatenbach).

#### 1.3.4.2 Gestion globale des eaux

Les études de base par régions de l'épuration sont terminées pour les 5 bassins versants prioritaires, afin de définir les solutions de traitement des eaux les plus efficaces et économiques pour l'ensemble du canton. Conformément aux exigences de la Confédération, la problématique du traitement des micropolluants a été prise en compte. Un projet de délimitation du canton en bassins versants a été établi. Il a été présenté aux communes dans le cadre de séances réalisées par district et a été mis en consultation jusqu'au mois de mars 2014. Des modifications ont été apportées sur la base des remarques formulées. Il a été définitivement validé par le Conseil d'Etat fin 2014. L'élaboration des plans sectoriels « Evacuation et épuration des eaux » et « Eaux souterraines » a débuté en 2014, sur la base des cahiers des charges réalisés en 2013. Deux aides à l'exécution, « Rétention des eaux d'extinction » et « Gestion des eaux sur un chantier », ont été préparées. Le Service de l'environnement a également participé à diverses journées d'information (« Aquapro 2014 », « Journée Pusch sur l'épuration ») afin de conseiller les communes, spécialistes et entreprises et leur présenter l'ensemble de la documentation établie par le SEn dans les domaines de l'évacuation et de l'épuration des eaux.

#### 1.3.4.3 Concept cantonal pour les réseaux écologiques

Le Service de la nature et du paysage (SNP) a mandaté en 2012 le bureau NATURA biologie appliquée SàRL en vue d'effectuer l'inventaire des espèces menacées dans le canton. Le rapport, qui a été publié début 2014 ([Rapport Natura 2014](#)), servira de base pour l'élaboration des directives cantonales en matière de réseau écologique, qui devront être modifiées suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle politique agricole 2014/2017.

#### 1.3.4.4 Entretien écologique des bordures de routes

Le relevé écologique des talus cantonaux, effectué par le bureau Pronat, est terminé. L'ensemble des données est digitalisé. Le Service des ponts et chaussées (SPC) a déterminé avec un groupe de travail les zones à protéger. La version définitive de la directive du SPC en matière d'entretien des talus est terminée et doit être transmise prochainement à la Direction pour validation.

A noter que les principes généraux d'entretien étant définis et les zones à protéger identifiées, les cantonniers appliquent déjà depuis le printemps 2014 de nouvelles règles de fauchage ayant pour but la préservation des prairies à haute valeur écologique.

---

#### 1.3.4.5 Meilleure utilisation du bois dans les constructions publiques

L'Etat de Fribourg a décidé de construire un bâtiment exemplaire pour la Police cantonale à Granges-Paccot : il s'agira du plus grand bâtiment administratif du canton en structure bois où la structure primaire et les façades sont en grande partie en bois. Afin d'affirmer l'intention du Conseil d'Etat de favoriser l'utilisation du bois, la Directive relative à l'utilisation du bois dans les constructions publiques a été adaptée en août 2014 et est disponible sur le [site du Développement durable](#). Les modifications principales concernent :

- > la publication systématique, lors des appels d'offres et règlements de concours, de l'intention de renforcer l'utilisation du bois
- > l'intégration systématique d'un spécialiste du domaine du bois comme membre du jury lors de concours d'architecture
- > la décision d'utiliser du bois certifié durable ou équivalent
- > la volonté de privilégier, dans la mesure du possible, le bois issu des forêts de l'Etat.

#### 1.3.5 Formation et recherche

##### 1.3.5.1 Promotion développement durable pour la scolarité obligatoire

Le Conseil d'Etat a décidé dans sa séance du 30 juin 2014 de remplacer cette action par les trois actions suivantes, qui visent à renforcer l'intégration des principes du développement durable dans les structures existantes:

- > «Renforcer l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) à l'école obligatoire » ;
- > «Groupe EDD dans la formation continue des enseignant-e-s » ;
- > «Introduction de l'EDD dans la formation des enseignant-e-s par la Haute Ecole Pédagogique de Fribourg».

Ces actions seront mises en œuvre par les Services de l'enseignement obligatoire de langues française et allemande de la DICS ainsi que par la Haute école pédagogique Fribourg.

##### 1.3.5.2 Transition I – parrainage intergénérationnel

Le projet de parrainage intergénérationnel a débuté cet automne au CO de Marly. Deux seniors sont actifs dans le projet, un ancien directeur d'entreprise et l'ancien directeur du CO de Marly.

##### 1.3.5.3 Stage développement durable

Le Conseil d'Etat a décidé dans sa séance du 30 juin 2014 de renoncer à cette action.

##### 1.3.5.4 Formation « Accueil spécialisé à la ferme »

Le Conseil d'Etat a décidé dans sa séance du 30 juin 2014 de renoncer à offrir cette formation de l'Institut agricole de Grangeneuve, car trop peu de familles paysannes ont décidé de se lancer dans l'accueil spécialisé à la ferme et qu'il n'y a donc pas d'intérêt pour une telle formation.

##### 1.3.5.5 Formation continue en entreprise sociale

La nouvelle formation CAS en entreprise sociale vise à faire cohabiter la logique de l'entreprise (viabilité économique) et celle de l'intervention sociale (efficacité sociale). La formation proposée à Fribourg et Lausanne par la Haute école de Gestion de Fribourg, en collaboration avec la Haute école de gestion de Genève, est prête. Marketing et communication ont eu lieu durant le dernier trimestre 2014. Le lancement est prévu en février 2015.

---

### 1.3.5.6 Plateforme éducation, formation et recherche en développement durable

Le Conseil d'Etat a décidé dans sa séance du 30 juin 2014 de remplacer cette action par une nouvelle, qui vise à renforcer l'intégration des principes du développement durable dans les structures existantes : « Renforcer le partage sur le site Friportail ». Friportail est le site des services de l'enseignement de la DICS.

## 1.3.6 Développement économique

### 1.3.6.1 Guide « PME et développement durable »

Un groupe de travail conduit par la Promotion économique du canton de Fribourg a travaillé sur la définition de la Blue Economy, qui a nourri la publication du [Fribourg-Network-Freiburg](#) de mars 2014 portant sur ce thème. Ce groupe de travail a plus particulièrement élaboré un encart expliquant les mesures que peuvent prendre les entreprises afin d'être plus « Blue ». Cet encart a été largement distribué aux entreprises fribourgeoises. Un [site internet « BlueEconomy » ainsi qu'un Quiz](#) ont été créés en parallèle.

### 1.3.6.2 Certification en développement durable

#### 1.3.6.2.1 Entreprises

Suite à la Conférence de lancement [Vers une économie durable](#) d'octobre 2012, la Carrosserie Pasquier s'est certifiée EcoEntreprise en 2013. Son expérience a été valorisée dans le cadre de la publication du dernier Fribourg-Network-Freiburg portant sur la Blue Economy en mars 2014. Une deuxième entreprise, Energy Concept, s'est certifiée en 2014. Une troisième a déposé une demande de soutien en 2014. Le soutien financier à la certification EcoEntreprise a été prolongé jusqu'à fin 2014. Cette action sera remplacée en 2015 par celle portant sur des Spots Blue Economy, qui permettra de continuer à promouvoir la Blue Economy auprès des entreprises.

#### 1.3.6.2.2 Tourisme

Suite à la Conférence de lancement organisée par l'Union Fribourgeoise du Tourisme (UFT, [www.fribourgregion.ch](http://www.fribourgregion.ch)) en mars 2012, cinq établissements ont suivi une formation d'une demi-journée sur la certification durable suisse avec Steinbock-IBEX et la certification écologique européenne avec l'Ecolabel. Pour cette occasion, IBEX a traduit son site et ses documents en français, ouvrant ainsi l'accès à ce label pour la Suisse romande. Malgré une promotion conséquente par l'UFT, l'action « Soutien à la certification durable pour le tourisme » n'a pas connu le succès escompté. Le Conseil d'Etat a décidé dans sa séance du 30 juin 2014 de renoncer à promouvoir cette action. La possibilité pour les établissements hôteliers ou para-hôteliers d'y faire appel jusqu'au mois de juin 2015 est cependant maintenue.

#### 1.3.6.2.3 Agriculture

L'Institut agricole de Grangeneuve offre des conseils et visites aux agriculteurs et agricultrices désirant se reconverter à l'agriculture biologique depuis début 2010. Ces conseils et visites ont été financés jusqu'en 2011 par Bio Suisse, puis ils ont été intégrés dans la stratégie Développement durable de 2012 à 2014. Durant l'année 2014, 10 conseils ont été donnés aux agriculteurs et agricultrices qui prévoient de se reconverter au bio. Il y a eu au total 5 visites sur les 3 exploitations de références. La promotion de ces activités de conseil et de visites se fait via la vulgarisation agricole, des journaux et internet. En 2013, cette action a été intégrée au « [Plan d'action pour le développement de l'agriculture biologique dans le canton de Fribourg](#) ». Elle fait partie d'une dizaine de mesures qui visent à augmenter de 50% la surface cultivée en bio dans le canton de Fribourg d'ici 2020. Au vu de l'intérêt

---

constant des agriculteurs et agricultrices pour ces informations, le Conseil d'Etat a décidé dans sa séance du 30 juin 2014 de prolonger cette action jusqu'en 2017.

## 1.4 Outils de mesure

### 1.4.1 Evaluation de la durabilité

La phase pilote d'une année, durant laquelle la majorité des projets de lois et de décrets a été soumise à une évaluation avec la Boussole21, s'est close en mai 2013. Les rapports d'évaluation ont été majoritairement publiés sur le [site du Grand Conseil](#). Suite au bilan de cette phase-pilote, le Conseil d'Etat a décidé dans sa séance du 30 juin 2014 de prolonger la phase-pilote d'une année supplémentaire et d'améliorer le processus d'évaluation de la durabilité Boussole21 avec les ressources existantes. Il s'agit dorénavant d'effectuer l'évaluation plus tôt dans les projets, de restreindre le nombre de projets à évaluer et de renforcer l'information dans l'administration ainsi que dans les Commissions du Grand Conseil. En 2014, 15 évaluations de la durabilité ont été effectuées, dont 4 avec le soutien de l'équipe d'audit.

### 1.4.2 Monitoring du développement durable

Depuis 2010, Fribourg est membre du "Cercle Indicateurs", plateforme destinée au développement et à la mise en œuvre d'indicateurs de développement durable pour les cantons et les villes. Le canton a participé en 2011 et 2013 au relevé bisannuel de ces indicateurs. Les résultats sont disponibles sur le site de l'[Office fédéral de la statistique](#) (OFS) ainsi que dans [l'Annuaire statistique 2015 du canton de Fribourg](#). Un commentaire de ces résultats a également été publié sur le site de l'[Office fédéral du développement territorial](#) (ARE). Le contrat entre l'ARE et l'Etat de Fribourg pour la période de 2014 à 2017 a été signé fin 2013.

## 2 Soutien et information aux communes

Dans le but de promouvoir le développement durable auprès des communes, l'Etat de Fribourg (DAEC, DSAS et DICS) a élaboré, en collaboration avec l'Association des Communes Fribourgeoises, un *Portefeuille d'actions durables au service des communes fribourgeoises*.

Ce document disponible [sur internet](#) présente une soixantaine d'actions durables très concrètes, destinées à inspirer les responsables communaux. Il défend une vision du développement durable au sens large, touchant à la promotion de la santé, du sport, de l'enfance et de la jeunesse, mais aussi à la protection de l'environnement, au renforcement de la mobilité douce, à une meilleure intégration des seniors et montre des pistes pour une économie socialement responsable.

Le Portefeuille a été présenté à la Conférence des préfets en mars 2014. Un PowerPoint standard sur le Portefeuille a été mis à disposition des communes en avril 2014. Le Portefeuille a été actualisé avec les communes et les porteurs d'actions puis mis en ligne dans sa nouvelle version en automne 2014. Des séminaires avec les communes sont prévus dès 2015, afin de promouvoir ce Portefeuille et de favoriser les échanges d'expérience entre les communes.

---

### 3 Communication, formation et coordination

Dans le but de promouvoir le développement durable auprès d'un large public, la responsable DD a communiqué sur la *stratégie Développement durable* et le *Portefeuille d'actions durables* plusieurs fois en 2014. Ainsi, l'Etat de Fribourg a pu présenter ses activités et objectifs durables au Groupe Romand des Economats cantonaux et communaux ainsi que dans le cadre de formations (Académie d'été d'éthique de la HES-SO//FR, formation continue pour Agents sympas).

Par ailleurs, la responsable développement durable a régulièrement des contacts avec de nombreux partenaires, tant au niveau fédéral (groupes d'échange et forums de l'ARE, réflexions pour la stratégie DD de la Confédération 2016-2019) qu'au niveau cantonal (Commission de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, Commission de promotion de la santé et de prévention) et au niveau communal. Elle est par ailleurs membre du Comité de Coord21, association des collectivités et institutions de droit public de Suisse romande et du Tessin engagées dans une démarche de développement durable qui promeut l'échange de bonnes pratiques.

## 4 Indicateurs de suivi de la stratégie Développement durable

Sont utilisés les symboles suivants :

 L'évaluation est positive. L'objectif a été atteint.

 Pas de modification notable.

 L'évaluation est négative. L'objectif n'a pas été atteint.

 La mesure n'a pas encore débuté.

 La mesure est en cours. Il est encore trop tôt pour se prononcer.

### Urbanisation et mobilité

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Plan de mobilité pour l'Etat – phase pilote	<b>Nombre de plans de mobilité élaborés durant la phase-pilote</b> Objectif : 1 à 3 plans	Etude pour un plan de mobilité à Givisiez, Grangeneuve et au quartier du Bourg à Fribourg en cours.	
	<b>Nombre d'employé-e-s concerné-e-s par les plans de mobilité</b> Objectif : Augmentation du nombre	Environ 140 sur le site de Givisiez. Environ 520 au quartier du Bourg (non élargi). A terme, en 2018, environ 2000 collaborateurs/trices et élèves (employé-e-s de la Confédération compris) sur le site de Grangeneuve.	
	<b>Pourcentage d'employé-e-s utilisant d'autres moyens de transports que la voiture individuelle</b> Objectif : Augmentation du pourcentage		
	<b>Bilan à la fin de la phase-pilote</b> Objectif : Conclure la phase-pilote par un bilan		

### Bâtiments, bureau, achats/marchés publics et énergie

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Achats publics durables	<b>Liste des produits durables achetés</b> Objectif : Liste élaborée	L'élaboration d'un système de monitoring sera étudiée en 2015.	
	<b>Nombre d'appels d'offre pour fournitures intégrant le DD/an et en rapport avec le nombre total d'appels d'offre/an</b> Objectif : Augmentation du nombre	Idem. Les marchés d'enveloppes, de papier et de cartouches de toner ont intégré le DD.	
	<b>Taux de succès des appels d'offre/an (un aspect du produit acheté tient compte du DD)</b> Objectif : Augmentation du taux de succès	L'élaboration d'un système de monitoring sera étudiée en 2015.	

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Assainissement des bâtiments de l'Etat	<b>Inventaire des bâtiments de l'Etat grands consommateurs d'énergie</b> Objectif : L'inventaire est terminé	Résultat des bureaux fin 2013. Le rapport de synthèse est attendu pour fin janvier 2015.	
	<b>Programme d'assainissement prioritaire des bâtiments de l'Etat</b> Objectif : Le programme est défini	Sera défini sur la base du rapport de synthèse.	
	<b>Nombre de bâtiments assainis énergétiquement</b> Objectif : Augmentation du nombre	Sera déterminé sur la base du programme d'assainissement et de son financement.	
	<b>Combustible ou kilowatts économisés</b> Objectif : Augmentation des litres ou kW économisés	Sera déterminé sur la base du programme d'assainissement et de son financement.	
Amélioration de la gestion et sensibilisation : Fournitures papier et matériel de bureau	<b>Taux d'achat de papier 100% recyclé/an</b> Objectif : 100% des achats	<b>Papier</b> : 100% des achats	
	<b>Taux d'utilisation de papier 100 % recyclé/an</b> Objectif : 100% de l'utilisation	<b>Enveloppes</b> : environ 90 % des achats.	
	<b>Taux d'achat de fournitures de bureau recyclées ou recyclables/an</b> Objectif : 33% des achats	<b>Papier</b> : 100% de l'utilisation <b>Enveloppes</b> : environ 90% de l'utilisation.	
	<b>Taux d'utilisation de fournitures de bureau recyclées ou recyclables/an</b> Objectif : 33% de l'utilisation	<b>Toner</b> : les modules remanufacturés sont stockés, livraisons au fur et à mesure des commandes clients. Tendance à court terme 70%, puis à moyen terme augmentation progressive vers 90%. <b>Autres fournitures</b> : réflexions en cours.	
Amélioration de la gestion et sensibilisation : Déchets et nettoyages	<b>Déchets : état des lieux 3 ans après le premier</b> Objectif : En 2014	Voir ci-dessus.	
	<b>Déchets : échantillonnage de 5 à 10 services sans concierges/an</b> Objectif : 5 à 10 échantillonnages / an	La Directive Déchets a été validée par le Conseil d'Etat en 2012. Un nouvel état des lieux sera effectué en 2015.	
	<b>Nettoyages : taux d'utilisation de produits certifiés écologiquement ou équivalents</b> Objectif : Augmentation du %	Sera mis en œuvre en 2015.	
		Le projet pilote avec deux lignes de produits dans un bâtiment est terminé. Les résultats sont concluants et l'usage de ces produits sera généralisé dans les bâtiments de l'Etat nettoyés par le personnel du SBat.	

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Amélioration de la gestion et sensibilisation : Energie et informatique	<b>Pourcentage du parc de PC paramétré en mode « veille » par rapport au nombre de PC pouvant l'être</b> Objectif : 100%	98% des PC des services de l'administration cantonale en mode "veille" (2700 PC).	✓
	<b>Pourcentage du parc de PC paramétré en mode « arrêt nuit et week-end » par rapport au nombre de PC pouvant l'être</b> Objectif : 100%	98% des PC des services de l'administration cantonale en mode veille profonde pendant la nuit et le week-end (2700 PC).	✓
	<b>Taux d'imprimantes en recto-verso par rapport au nombre d'imprimantes recto</b> Objectif : 100%	Environ 95% des imprimantes ont les paramètres recto-verso (1030 imprimantes).	✓
	<b>Estimations annuelles des économies électriques IT</b> Objectif : Augmentation MWh	-	⌚
Participation de la population à la protection climat	<b>Nombre de Fribourgeois-e-s engagé-e-s pour la protection du climat</b> Objectif : Augmentation du nombre de Fribourgeois-e-s engagé-e-s	L'action a démarré en 2014 : la création d'un site bilingue est en cours et devrait être terminée mi-2015.	⚙️
	<b>Nombre d'animations/an dans les communes</b> Objectif : 4 animations / an	Dès l'automne 2015, lorsque le site bilingue sera actif.	⌚

## Cohésion sociale, santé, famille et travail

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Promotion santé multisectorielle	<b>Nombre de Directions rencontrées</b> Objectif : Augmentation du nombre	Ces travaux démarreront en 2015.	⌚
	<b>Nombre de présentations effectuées</b> Objectif : Augmentation du nombre	Idem.	⌚
	<b>Processus EIS / projets déterminés</b> Objectif : Augmentation du nombre d'EIS / projets déterminés	Idem.	⌚
	<b>Introduction EIS / projets a eu lieu</b> Objectif : Augmentation du nombre d'EIS / projets ayant eu lieu	Une EIS dans le domaine de l'asile a été effectuée, ainsi qu'une action de valorisation en 2014 (ateliers alimentation dans centre de requérants avec familles).	✓

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Migration et communes sympas	<b>Nombre de communes participant à cette action/an</b> Objectif : 12 communes sur 5 ans, augmentation	Total de 7 communes en 2014 (total de 6 en 2013).	✓
	<b>Nombre d'agent-e-s sympas formé-e-s/an</b> Objectif : 15 par an et par commune, augmentation	54 agent-e-s sympas formé-e-s en 2014 (113 en 2013).	≈
	<b>Nombre de modules de formation continue/an</b> Objectif : 10	21 modules répartis sur 21 jours en 2014 (10 modules en 2013).	✓
	<b>Nombre de projets concrets mis en œuvre dans les communes/an</b> Objectif : Augmentation du nombre	Une vingtaine de projets et de participation à d'autres projets en 2014 (12 projets en 2013) (estimation).	✓
	<b>Nombre de rencontres réalisées au sein des communes/an</b> Objectif : Augmentation du nombre	35 rencontres en 2014 (30 rencontres en 2013) (estimation).	✓
Formation continue de l'Etat et DD	<b>Nombre de jours de formation continue en matière de DD</b> Objectif : Augmentation du nombre	Pas de formation continue DD en 2014. Travaux en cours afin d'intégrer le DD dans l'e-learning pour les nouveaux et nouvelles employé-e-s.	≈
	<b>Impression des supports de cours en recto-verso</b> Objectif : Mise en œuvre systématique	Recto-verso systématique.	✓

## Gestion des ressources naturelles

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Revitalisation des cours d'eau	<b>Publication de la stratégie et du plan d'action cantonal pour la revitalisation des cours d'eau</b> Objectif : Publication	Stratégie et plan d'action cantonal approuvé par la DAEC et la DIAF, puis remis à l'OFEV fin 2014. Publication début 2015.	✓
	<b>Nombre de publications (plaquettes d'information, articles de journaux, etc.)</b> Objectif : 3 / an, augmentation	4 publications en 2014 (3 articles dans la Liberté en 2013).	✓
	<b>Nombre de séances avec les communes et les agriculteurs</b> Objectif : 10 / an, augmentation	15 séances avec les communes concernées en 2014 (10 séances en 2013).	✓
	<b>Nombre de projets pilote réalisés</b> Objectif : 5 à 10 / an, augmentation	8 projets pilotes en cours en 2014 (6 projets pilotes en cours en 2013).	✓
	<b>Nombre de kilomètres revitalisés/an</b> Objectif : 1 à 3 km / an d'ici 5 ans	0.7 km en 2014 (0.9 km en 2013).	✓

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation
Gestion globale des eaux	<b>Relevés de la qualité des eaux</b> Objectif : Augmentation du nombre	Concept annuel (par cycle de six ans). Etude de 2 à 3 bassins versants par an. 
	<b>Elaboration d'études de base et de plans sectoriels</b> Objectif : Augmentation du nombre	Etudes de bases terminées dans le domaine de la protection des eaux souterraines (inventaire des ressources) (5 en 2013).  5 Etudes de base terminées dans le domaine de l'épuration (5 en cours en 2013). Etude de base terminée pour le traitement par les STEP des micropolluants (en cours en 2013). 1 Etude de base en phase terminale dans le domaine des eaux superficielles (1 a débuté en 2013). Mandat pour la réalisation des cahiers des charges pour l'établissement des plans sectoriels et études de base terminé (1 en cours en 2013). 11 Mandats en cours de réalisation pour la réalisation des plans sectoriels « évacuation et épuration des eaux » et « eaux souterraines ».
	<b>Création de bassins versants</b> Objectif : Création	Mandat réalisé pour la proposition de délimitation des bassins versants (1 en 2013). Le projet de délimitation du canton en bassins versants a été validé par le Conseil d'Etat fin 2014. 
	<b>Nombre d'informations via des séances et des bulletins</b> Objectif : Augmentation du nombre	Création d'un site internet spécifique au domaine de l'eau ( <a href="http://www.fr.ch/eau">www.fr.ch/eau</a> ).  3 bulletins terminés (7 en 2013): > Etat de l'environnement 2012 > Fiches de synthèse de la qualité des eaux superficielles des principaux cours d'eau du canton (2013) > Règlement type relatif à l'évacuation et à l'épuration des eaux (2013).
Réseaux écologiques	<b>Publication d'un rapport</b> Objectif : Rapport publié	Rapport publié en 2014. 
Entretien des bordures de route	<b>Inventaire de toutes les bordures de routes cantonales</b> Objectif : Inventaire terminé	Les relevés écologiques sont terminés. L'inventaire a été adapté en 2014. 
	<b>Directives d'entretien des talus</b> Objectif : Directives validées	Les Directives seront validées en 2015. 

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Bois dans les constructions publiques	<b>Nombre de bâtiments dans lesquels le bois a une fonction constructive importante au début des études</b> Objectif : Augmentation du nombre	1 projet (Police cantonale à Granges-Paccot) en développement.	
	<b>Directive relative à l'utilisation du bois adaptée</b> Objectif : Adaptation	Directive bois adaptée en août 2014.	
	<b>Intégration d'un spécialiste bois comme membre du jury dans tous les concours d'architecture</b> Objectif : Intégration	Intégration depuis 2012.	

## Formation et recherche

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Renforcer l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) à l'école obligatoire	<b>Nombre de liens Formation générale – EDD dans les nouvelles ressources développées</b> Objectif : Augmentation du nombre	A débuté en septembre 2014 pour le PER.	
	<b>Nombre de séances d'information présentant la perspective éducative EDD / an dans les arrondissements primaires et les écoles du cycle d'orientation.</b> Objectif : Augmentation du nombre	A débuté en septembre 2014 pour le PER.	
Introduction de l'EDD dans la formation HEP	<b>Nombre de mesures mises en œuvre / an</b> Objectif : Augmentation du nombre	Débute en janvier 2015.	
	<b>Renouvellement périodique de l'accréditation de la HEP-FR</b> Objectif : Renouvellement effectué	Débute en janvier 2015.	
	<b>Dispositif permettant l'initiative des étudiant-e-s</b> Objectif : Dispositif mis en place	Débute en janvier 2015.	
Groupe EDD dans la formation continue des enseignant-e-s	<b>Nombre d'enseignant-e-s volontaires</b> Objectif : Augmentation du nombre	Débute en janvier 2015.	
	<b>Nombre de projets validés</b> Objectif : Augmentation du nombre	Débute en janvier 2015.	
Parrainage intergénérationnel	<b>Diminution du nombre de jeunes sans place d'apprentissage en fin de scolarité</b> Objectif : % Diminution	A démarré en automne 2014 au CO de Marly.	
	<b>Diminution du nombre de jeunes dans les offres transitoires</b> Objectif : % Diminution	Pas encore de chiffres disponibles.	

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
	<b>Augmentation du nombre de jeunes avec un titre du secondaire II</b> Objectif : % Augmentation	Pas encore de chiffres disponibles.	
	<b>Augmentation du nombre de places de formation</b> Objectif : % Augmentation	Pas encore de chiffres disponibles.	
	<b>Réduction du nombre d'échecs des personnes en formation professionnelle initiale de 2 à 4 ans</b> Objectif : % Diminution	Pas encore de chiffres disponibles.	
	<b>Réduction du nombre de ruptures de contrats</b> Objectif : % Diminution	Pas encore de chiffres disponibles.	
Stage développement durable	<b>Nombre d'inscriptions et de certificats de fin de formation obtenus</b> Objectif : Augmentation du nombre	Action abandonnée selon décision du Conseil d'Etat de juin 2014.	
Formation accueil spécialisé à la ferme	<b>Nombre de participants qui suivent la formation</b> Objectif : Augmentation du nombre	Action abandonnée selon décision du Conseil d'Etat de juin 2014.	
Formation entreprise sociale	<b>Création d'une formation certifiante</b> Objectif : Formation proposée	Formation prête. Marketing et communication dernier trimestre 2014 et lancement en février 2015.	
	<b>Nombre d'inscrit-s-e</b> Objectif : Augmentation du nombre		
Renforcer le partage sur le site Friportail	<b>Le DD et l'EDD apparaissent dans la structure du site Friportail</b> Objectif : Structure adaptée	Début en janvier 2015.	
	<b>Nombre de mises en œuvre exemplaires / an</b> Objectif : Augmentation du nombre	Début en janvier 2015.	

## Développement économique

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Guide PME et développement durable	<b>Nombre de guides distribués (sur papier et en téléchargement)</b> Objectif : Augmentation du nombre	Publication encart et site BlueEconomy dans Fribourg-Network-Freiburg en mars 2014.	✓
Certification développement durable : Chèques certification DD entreprises	<b>Nombre de chèques attribués</b> Objectif : 10 sur 3 ans	2 chèques attribués. Action abandonnée pour fin 2014 selon décision du Conseil d'Etat. Remplacée par la nouvelle action Spots Blue Economy dès 2015.	✗
	<b>Nombre d'entreprises certifiées</b> Objectif : 10 sur 3 ans	Total de 2 entreprises certifiées.	≈
	<b>Nombre d'entreprises en voie de certification</b> Objectif : 10 sur 3 ans	1 entreprise en voie de certification.	≈
Certification développement durable : Labels DD et tourisme	<b>Nombre de chèques attribués</b> Objectif : 10 sur 3 ans	Aucun. Action abandonnée selon décision du Conseil d'Etat.	✗
	<b>Nombre d'établissements certifiés</b> Objectif : 10 sur 3 ans	Aucun.	✗
	<b>Nombre d'établissements en voie de certification</b> Objectif : 10 sur 3 ans	Aucun	✗
Promotion de l'agriculture bio	<b>Nombre de conseils individuels</b> Objectif : 20 / an entre 2012 et 2014, 60 conseils entre 2015 et 2017	10 conseils, suivis de 7 décisions de reconversion en 2014 (11 conseils suivis de 6 décisions en 2013). Cette action a été prolongée de 3 ans en juin 2014 selon décision du Conseil d'Etat.	✓
	<b>Nombre de visites de fermes de référence</b> Objectif : 20 / an entre 2012 et 2014, 24 à 30 visites entre 2015 et 2017	5 en 2014 (13 en 2013).	≈

## Outils

Mesure	Indicateur	Constat / Evaluation	
Evaluation de la durabilité	<b>Nombre d'évaluations avec variante 1 de base</b> Objectif : Nombre / an	11 évaluations de base	
	<b>Nombre d'évaluations avec variante 2 de soutien</b> Objectif : Nombre / an	4 évaluations de soutien.	
Monitoring DD	<b>Résultats du monitoring bisannuel</b> Objectif : Amélioration générale pour FR	On ne constate pas d'amélioration notable des indicateurs du développement durable du canton selon le Cercle Indicateurs entre 2011 et 2013.	